



Pour un parti des travailleurs et travailleuses, communiste et internationaliste

BioMéryeux

Lundi 21 octobre 2024

Une attaque contre les travailleurs immigrés est une attaque contre tous les travailleurs !

**Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?**

### *Des mesures criminelles...*

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur soustraire l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtant rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.

### *... et stupides !*

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

### *Une haine de classe*

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre. Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

**Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !**

## **CDI TT: Toujours Transitoire**

En production, la précarité est toujours bien trop la reine. Et ce ne sont pas les quelques embauches effectuées au compte-goutte qui suffisent à masquer cette réalité.

Cette situation est insupportable pour tout le monde. D'abord pour les intérimaires, formés et compétents, qui bossent à nos côtés au quotidien... jusqu'à ce qu'ils soient jetés comme de vulgaires kleenex. Quand nous ne nous faisons pas endormir par la chefferie qui n'a de cesse de propager l'idée que le CDI TT garantirait l'embauche. C'est surtout la garantie du maintien de la précarité. Il n'y a aucun besoin de passer par la case CDI TT pour être embauché.

Et cette situation n'est pas non plus tenable pour les embauchés sur qui la charge de travail retombe à chaque départ non-remplacé et pendant la formation des nouveaux.

La précarité, c'est notre problème à tous ! C'est collectivement que nous devons imposer l'embauche de tous les précaires qui sont nécessaires, puisqu'ils sont là, pour faire tourner l'usine !

## **Citrons conflits**

Ces derniers temps, notre charge de travail ne cesse d'augmenter, et de manière importante. En raison des dossiers de lots électroniques, de l'usage des outils informatiques du type EBR, Shizen, Carl Source mais également des cadences demandées. Nous sommes pressés comme des citrons au quotidien. Bien sûr la boîte augmente ainsi ses profits, sans rémunérer les nouvelles compétences acquises ni bien sûr augmenter nos salaires.

Pour changer de limonade, il faudrait que la direction tombe sur un gros pépin : nous ! Et ne nous contentons pas d'un petit zeste de sa part ! Exigeons le fruit de notre travail ! Organisons-nous collectivement pour construire un rapport de force qui nous permettra d'exiger de réelles augmentations de salaires et améliorations des conditions de travail.

## **Mauvais temps dans les jeux vidéo**

69 licenciements sont envisagés dans le studio parisien Don't Nod, soit 29 % des effectifs. La direction souhaite supprimer trois des cinq lignes de production en invoquant de mauvais résultats financiers. Chez Ubisoft, plus gros éditeur français de jeux vidéo, les syndicats STJV, Solidaires et CGT ont appelé à trois jours de grève contre ce qu'ils

qualifient de plan social déguisé : la multinationale, qui enchaîne dernièrement les échecs financiers, veut imposer trois jours de travail en présentiel, sachant que de nombreux employés embauchés en 100 % télétravail vivent loin des studios et pourraient être forcés de quitter l'entreprise s'ils ne souhaitent pas déménager. La grève, la deuxième cette année, a rassemblé plus d'un millier de personnes ce qui en fait le plus gros mouvement social de l'histoire du secteur en France. Une journée de grève a été organisée à Ubisoft Milan en solidarité. De quoi affirmer à la direction qu'elle ne peut pas jouer avec la vie des travailleurs pour maintenir ses profits.

## **Grève à Saunier-Duval contre les licenciements**

La direction de l'usine nantaise veut supprimer 225 postes au prétexte de la baisse des ventes de pompes à chaleur. Pourtant, le groupe Vaillant auquel elle appartient accumule les chiffres d'affaires exceptionnels et l'usine elle-même vient de repasser en 3 x 8. 99 % des salariés se sont donc mis en grève le 10 octobre. Mais il faudra plus qu'une journée, et une coordination avec d'autres entreprises, pour refuser ensemble que les patrons détruisent nos vies pour leurs profits.

## **Fonction publique : une augmentation de salaire... ultramicroscopique**

À partir du 1er novembre quelque 230 000 fonctionnaires payés au salaire minimum vont voir leur rémunération mensuelle augmenter de... six centimes d'euros. Ce n'est pas une blague. Cette augmentation devrait permettre de combler la différence entre le salaire brut plancher des fonctionnaires, qui est de 1 801,74 euros, et le smic qui, au début du mois prochain, va augmenter de 2 % pour passer à 1 801,80 euros, soit environ 1400 euros net. Pas de quoi fêter ça au champagne, mais raison de plus de se battre pour qu'aucun salaire net soit inférieur à 2 000 euros par mois.



**Révolutionnaires ! Achète pour 2€ le n°20 de notre journal, écrit par et pour les travailleurs !**

*Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !*

Pour nous contacter : [lyonrhone@npa-revolutionnaires.org](mailto:lyonrhone@npa-revolutionnaires.org)

Imprimerie Spéciale NPA